

Pas de fossé entre l'Europe et les Etats-Unis

p. 1

par Condoleezza Rice

SON premier grand voyage depuis qu'il a pris ses fonctions est, pour le président George W. Bush, l'occasion de faire avancer les objectifs que les Etats-Unis partagent avec l'Europe et de débattre des défis qui nous sont communs.

Ce voyage a lieu sur fond de discussions dans les médias, le monde universitaire et les cercles diplomatiques faisant état d'un fossé qui se creuserait entre les valeurs de l'Amérique et celles de l'Europe. A l'origine de ce prétendu fossé, les divergences sur des questions telles que la peine de mort, le contrôle des armes à feu et les aliments génétiquement modifiés. Certains disent même qu'il existe un désaccord stratégique - notamment sur les mines antipersonnel, le réchauffement de la planète et la défense antimissile.

La raison de ces dissensions alléguées : n'étant plus liées par la menace du communisme soviétique, l'Amérique et l'Europe s'éloignent l'une de l'autre. Quelques-uns vont un peu plus loin et affir-

ment que nous sommes voués à devenir des adversaires et non plus des alliés.

Le président des Etats-Unis et son administration rejettent fondamentalement cette idée. L'Europe et les Etats-Unis sont des partenaires aujourd'hui. Ils continueront de l'être demain, et après-demain - des partenaires unis. Non par vocation, mais par choix. Non par l'inertie de notre histoire commune, mais par nos intérêts communs et, en vérité, par nos valeurs communes.

Tout d'abord, les Etats-Unis et l'Europe ont ensemble le plus grand intérêt à maintenir des relations économiques et commerciales saines. Le montant total de nos investissements et de nos échanges annuels représente à peu près 1 500 milliards de dollars.

Lire la suite page 13

Condoleezza Rice est conseillère pour la sécurité nationale de George W. Bush.

Pas de fossé entre l'Europe et les Etats-Unis

Suite de la première page

Les exportations américaines vers l'Union européenne procurent quelque 1,3 million d'emplois aux Etats-Unis. Le commerce des biens et des services entre l'Amérique et l'Union européenne a presque doublé au cours des années 1990. Bref, nos liens économiques justifient à eux seuls une relation très proche avec l'Europe.

Il en va de même de la sécurité. Notre intérêt pour la sécurité en Europe n'a pas pris fin avec la chute du mur de Berlin. Nous travaillons étroitement aujourd'hui, par l'intermédiaire de l'OTAN, à forger l'Europe pour laquelle nos grands-pères et nos pères ont combattu dans deux guerres mondiales - une Europe unie, libre et pacifique.

Nous œuvrons à consolider les alliances en apportant la paix aux Balkans. Nous travaillons de concert et nous consultons intensément pour mettre au point un cadre stratégique qui permette d'affronter ces menaces communes nouvelles que sont le terrorisme, la guerre du renseignement, les armes de destruction de masse et les moyens de les fournir.

Le président américain attend avec impatience de traiter de tous ces sujets au cours de son voyage.

Les débats relatifs à un fossé des valeurs ou à une divergence stratégi-

que ne prennent pas en compte le fait que, très fondamentalement, nos intérêts économiques et ceux qui tiennent à la sécurité, loin de nous séparer, constituent des raisons majeures pour que les Etats-Unis et l'Europe continuent de travailler ensemble.

Mais l'ironie suprême veut que ce débat ait lieu à un moment où nos valeurs les plus essentielles - les valeurs communes à la communauté transatlantique - sont en pleine ascension.

Des deux côtés de l'Atlantique, on est convaincu que tous les hommes et que toutes les femmes ont droit aux libertés fondamentales : la liberté de dire ce que l'on pense, la liberté de culte, la liberté de choisir ses gouvernants.

Nous sommes convaincus qu'une économie ouverte et qu'un système d'échange ouvert constituent le meilleur point de départ pour construire la prospérité et répondre aux besoins humains essentiels. Cette croyance dans la liberté d'un peuple à l'intérieur de ses frontières et de la liberté des échanges hors des frontières a longtemps prévalu dans nos rapports avec l'Europe. Ce qui diffère aujourd'hui, c'est que beaucoup d'autres pays du monde partagent avec nous ces valeurs et ces principes.

Ils sont la marque de l'ère de la mondialisation. De l'Amérique latine à la Russie, de l'Asie à l'Afrique, on admet de plus en plus qu'il n'est possible de progresser qu'en ouvrant l'économie, en extirpant la corruption, en supprimant les subventions et les contrôles étatiques, en abattant les barrières protectionnistes. On admet de plus en plus que la liberté économique et politi-

que crée l'espace nécessaire pour que les talents individuels engendrent non pas simplement le bonheur personnel, mais des bénéfices pour la société.

De plus en plus de nations comprennent que telle est la dynamique fondamentale de la mondialisation. C'est la raison pour laquelle elles choisissent la liberté et l'ouverture de leur économie, de leurs échanges commerciaux et de leur système politique. Voilà pourquoi, plus que jamais auparavant, on vit en démocratie.

La liberté et le respect des droits fondamentaux ne sont pas des valeurs *made in America*. Elles ne sont pas plus américaines qu'européennes. Elles sont et ne sont pas américaines ou européennes. Aujourd'hui, de plus en plus, elles sont universelles.

Je ne veux pas minimiser l'importance de quelque aspect que ce soit du débat sur le fossé des valeurs. Notre association transatlantique doit avoir et elle aura une discussion franche et salutaire sur les sujets qui nous divisent. On peut raisonnablement ne pas être d'accord sur la meilleure façon d'aborder certaines questions comme les changements climatiques de la planète ou les aliments génétiquement modifiés. Nous devons exprimer nos divergences en toute honnêteté ; regarder les faits avec objectivité ; et chercher des solutions avec pragmatisme et créativité.

Sur une question aussi fondamentale que la peine de mort, il faut, de part et d'autre, prendre en considération le fait que notre position est le résultat d'une discussion démocratique, libre et ouverte au sein de nos institutions civiques et politi-

ques. Il faut également tenir compte du fait qu'à l'évidence le point de vue de nos citoyens respectifs est plus ambigu, et sans doute beaucoup plus voisin, que les positions de nos gouvernements.

Mais, à bien des égards, le débat relatif au fossé des valeurs entre les Etats-Unis et l'Europe est de ceux que seuls peuvent se permettre les nantis. Il semble bâti sur du vide, sans tenir compte de l'énorme travail qui reste à faire pour construire l'Europe dont nous voulons ; l'Europe dont nous savons que nous pouvons la réaliser.

Le débat néglige aussi l'important travail qu'ensemble les Etats-Unis et l'Europe peuvent accomplir au-delà de leurs frontières, en aidant à naître des sociétés ouvertes aux économies ouvertes partout dans le monde ; en favorisant la paix et la santé en Afrique ; en donnant l'exemple de démocraties multiethniques à des pays où la différence équivaut encore à un permis de tuer.

Le programme est de taille. Les objectifs sont nobles. Une des caractéristiques de l'ère de la mondialisation est qu'aucune nation, pas même une superpuissance, s'il en est, ne peut seule atteindre ces objectifs. Pour réussir de grandes choses dans le monde, il nous faut de grands partenaires. Des partenaires solides. Nous savons que l'Europe et l'Amérique, lorsqu'elles unissent leurs forces et leur intelligence, font les meilleurs des associés. L'histoire en est témoin.

Condoleezza Rice

Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Sylvette Gleize.

© Global Viewpoint Los Angeles
Times Syndicate.

+

Le Monde 10-11/6/01
p. 11

Euroconfusion

EN Anglais, *The Nice Treaty* veut dire le traité de Nice, mais aussi le bon traité. Ce slogan involontaire n'a pas suffi à convaincre les Irlandais. Appelés à ratifier par référendum le texte laborieusement mis sur pied en décembre 2000 par les dirigeants de l'Union européenne, ils se sont massivement abstenus (32 % de participation), et ceux qui se sont déplacés ont voté « non » à 54 %.

Ce rejet réveille le mauvais souvenir du « non » danois au référendum sur le traité de Maastricht, en 1992. Le doute avait alors saisi les Européens, à la suite de quoi les marchés financiers avaient déclenché une spéculation sur les monnaies, faisant éclater le système monétaire européen. Cette fois-ci, l'existence de l'euro évitera aux économies européennes d'être déstabilisées par le Yo-Yo des taux de change, même si le cours déjà faible de la monnaie unique risque d'être encore déprimé par l'incertitude que crée le refus Irlandais.

A quoi donc est due cette réaction d'humeur chez l'un des peuples les plus favorables à la construction européenne ? D'abord, les dirigeants Irlandais avaient été, pendant toute la préparation du sommet de Nice, parmi les plus virulents contre des réformes qui bafouaient, à leurs yeux, les droits des petits pays. Il semble que trois thèmes aient mobilisé les opposants : l'implication de l'Irlande dans la politique de défense européenne, les projets d'harmonisation fiscale au niveau européen et la perte prévisible des fortes subventions que

l'Irlande recevait de l'Europe, puisqu'elle a accédé au rang de pays riche de l'Union grâce à dix ans de croissance remarquable. Le problème est qu'aucun de ces points n'est abordé dans le traité de Nice. Contrairement à ce qui s'est passé en 1992 avec le Danemark, on ne peut donc pas proposer quelques modifications au traité qui permettraient à l'Irlande d'organiser sous peu un nouveau référendum, et de débloquer la situation.

L'Europe d'aujourd'hui est ainsi faite qu'à l'annonce du résultat du référendum irlandais, les inquiétudes les plus vives se sont exprimées bien loin de l'Irlande, dans ces pays d'Europe de l'Est qui attendent avec impatience leur rattachement à l'Union européenne. Car, si mal fichu qu'il soit de l'avis général, le traité de Nice rendait possible l'adhésion de nouveaux membres dès 2004. Le rejet irlandais complique donc la vie des dirigeants européens. Mais peuvent-ils sincèrement s'en étonner ? Ce traité, comme les précédents, est limpidement comme un bol d'Irish Stew, ragoût favori des Irlandais. Il a été dénoncé comme mauvais par des pro-européens fervents tel, en France, Jean-Louis Bourlanges. L'Europe qu'il rend possible ne sera peut-être pas paralysée, mais elle se trainera.

L'alerte irlandaise oblige de s'y prendre autrement. Le projet de l'Europe est clair et fort. Mais il ne s'incarne pas, il reste à distance des opinions, il n'entraîne ni ne convainc. Pour la bonne raison que sa traduction politique est de plus en plus confuse et faible.